

l'ancien système en pleine vigueur devait immédiatement interdire tout aperçu quelconque d'un tel avenir! Il est, au contraire, évident qu'une lutte plus intense et plus prolongée contre le régime antérieur, a dû nécessiter un développement plus énergique et une concentration plus systématique de l'action révolutionnaire, directement rattachée enfin, pour la première fois, à une doctrine complète de négation méthodique et continue de tout gouvernement régulier. Telle est la source nécessaire et pleinement légitime de la doctrine critique actuelle; d'où l'on peut apercevoir nettement la véritable explication générale, soit des indispensables services que cette doctrine a rendus jusqu'ici, soit des obstacles essentiels qu'elle oppose maintenant à la réorganisation finale des sociétés modernes.

Étudié à son origine historique, chacun de ses divers dogmes principaux ne constitue réellement, comme je l'établirai plus tard, que le résultat transitoire de la décadence correspondante de l'ancien ordre social, dont cette systématisation abstraite a dû, par une réaction naturelle, accélérer beaucoup la décomposition spontanée, dès-lors irrévocablement formulée. Malheureusement, le caractère essentiel d'une telle opération philosophique, et surtout l'esprit métaphysique qui a

dû présider à son accomplissement, devaient graduellement conduire à concevoir comme absolue, une doctrine que sa destination nécessaire rendait si évidemment relative au seul système qu'elle avait à détruire. Si ce grand travail critique pouvait recommencer aujourd'hui, peut-être ne serait-il point impossible, en l'entretenant du point de vue positif, de construire en effet la doctrine révolutionnaire, en lui conservant avec soin toute son énergique efficacité contre l'ancien ordre social, sans l'ériger en obstacle systématique à toute organisation quelconque: j'espère, du moins, parvenir à démontrer que cette doctrine peut être ainsi conçue et utilisée désormais, dans une intention organique, et néanmoins sans aucune conséquence, pendant toute la période d'activité plus ou moins indispensable qui devra lui rester encore jusqu'à la formation suffisamment ébauchée du nouveau système politique. Mais, laissons aux esprits vulgaires la puérile satisfaction de blâmer injustement la conduite politique de nos pères, tout en profitant des progrès indispensables que nous devons à leur énergie persévérante, et qui seuls peuvent nous permettre aujourd'hui de concevoir plus rationnellement l'ensemble de la politique moderne. Un esprit métaphysique, et, par suite, absolu, devait néces-

sairement diriger la formation effective de la doctrine révolutionnaire ou anti-théologique, puisque, sans la prépondérance préalable de cette doctrine, notre intelligence n'eût jamais pu s'établir réellement au point de vue positif, suivant sa théorie fondamentale du vrai développement général de la raison humaine. Enfin, par une considération plus spéciale et plus directe, ce caractère inévitablement absolu, imprimé d'abord aux dogmes critiques, pouvait seul développer assez leur énergie fondamentale pour les rendre susceptibles d'atteindre pleinement leur destination propre, en luttant avec succès contre la puissance alors si imposante qui restait encore à l'ancien système politique. Car, si l'on eût tenté jusqu'ici de subordonner à des conditions quelconques l'application réelle des principes critiques, comme ces conditions ne pouvaient être empruntées au nouvel ordre social, dont la vraie nature générale demeure, même aujourd'hui, essentiellement indéterminée chez les plus hautes intelligences, il est évident que de semblables restrictions, dès lors uniquement dérivées de l'ordre existant, auraient inévitablement produit l'annulation politique de la doctrine révolutionnaire. Tel est, en aperçu, le mode fondamental suivant lequel l'indispensable négation du régime théologique et

féodal a dû se convertir spontanément en négation systématique de tout ordre vraiment régulier. Mais, quelque satisfaisante que soit logiquement une pareille explication, cette déplorable nécessité finale n'en détermine pas moins aujourd'hui les plus pernicieuses conséquences, qui, dissimulées naturellement tant que la lutte contre l'ancien système a dû constituer le principal objet de la politique active, se manifestent, avec une gravité toujours croissante, depuis que ce système est assez détruit pour permettre et même pour exiger l'élaboration directe du système nouveau. C'est ainsi que, par une exagération, abusive quoique inévitable, la métaphysique révolutionnaire, après avoir rempli, pour la démolition du régime théologique et féodal, un indispensable office préliminaire dans le développement général des sociétés modernes, tend désormais de plus en plus, en vertu de l'essor qu'elle a dû imprimer à l'esprit d'anarchie, à entraver radicalement l'institution finale de ce même ordre politique dont sa protection nécessaire a tant préparé jusqu'ici le salutaire avènement. Quand le cours naturel des événements a conduit aussi spontanément une doctrine quelconque à devenir directement hostile à sa destination primordiale, une telle subversion constitue, sans doute, le symptôme le moins équivoque



de sa prochaine décadence inévitable, ou elle annonce, du moins, que son activité doit bientôt cesser d'être prépondérante. Nous savons déjà que la politique théologique ou rétrograde, qui n'a de prétentions qu'à l'ordre, est devenue, à vrai dire, aussi essentiellement perturbatrice aujourd'hui, quoique d'une autre manière, que la politique métaphysique ou révolutionnaire. Si donc celle-ci, dont la seule qualité fondamentale n'a pu être que de servir jusqu'ici d'instrument général au progrès politique, constitue maintenant un obstacle direct au principal développement social, cette double démonstration sera certainement la plus propre à mettre en pleine évidence la nécessité fondamentale de remplacer désormais, par une doctrine vraiment nouvelle, deux doctrines plus ou moins surannées, dont chacune témoigne ainsi son impuissance finale à atteindre réellement le but même qu'elle s'était trop exclusivement proposé. Cet examen étant surtout fort grave envers la politique métaphysique, la seule qui mérite aujourd'hui une discussion sérieuse, comme ayant seule tendu à produire une apparence de système nouveau, je crois devoir ici arrêter spécialement l'attention du lecteur sur ce point capital, dont l'éclaircissement doit jeter une lumière si indispensable, quoique simplement provisoire, sur le

vrai caractère fondamental de la société actuelle.

Sous quelque aspect qu'on l'envisage, l'esprit général de la métaphysique révolutionnaire consiste toujours à ériger systématiquement en état normal et permanent la situation nécessairement exceptionnelle et transitoire qui devait se développer chez les nations les plus avancées, depuis que l'impuissance de l'ancien ordre politique à diriger désormais le mouvement social avait commencé à y devenir irrécusable, jusqu'à la manifestation suffisamment caractérisée d'un ordre nouveau. Considérée dans son ensemble, cette doctrine, par une subversion directe et totale des notions politiques les plus fondamentales, représente le gouvernement comme étant, par sa nature, l'ennemi nécessaire de la société, contre lequel celle-ci doit se constituer soigneusement en état continu de suspicion et de surveillance, disposée sans cesse à restreindre de plus en plus sa sphère d'activité, afin d'empêcher ses empiètements, en tendant finalement à ne lui laisser d'autres attributions réelles que les simples fonctions de police générale, sans aucune participation essentielle à la suprême direction de l'action collective et du développement social. Mais, malgré l'exactitude évidente d'une telle appréciation, la doctrine critique serait trop imparfaitement

jugée si cette négation systématique de tout véritable gouvernement, après avoir été regardée comme une suite inévitable de la décadence du régime ancien, n'était point envisagée aussi comme une condition temporairement indispensable à la pleine efficacité de la lutte qui devait préparer l'avènement du régime nouveau, ainsi que je l'expliquerai spécialement en analysant plus tard cette dernière phase historique de l'évolution sociale. Il est, sans doute, très déplorable que, pour remplir suffisamment cette condition préliminaire, l'esprit humain ait été forcé de concevoir comme absolue et indéfinie une doctrine qui, depuis qu'elle n'est plus exclusivement employée à la démolition de l'ancien ordre politique, tend ainsi de plus en plus à devenir un obstacle direct à toute vraie réorganisation. Néanmoins, ce grave inconvénient doit sembler, du point de vue philosophique, malheureusement inséparable de notre faible nature. Non-seulement un tel caractère a dû spontanément résulter de l'état nécessairement métaphysique où notre intelligence était alors renfermée ; mais, en outre, une opération sociale, dont l'accomplissement devait exiger deux ou trois siècles, aurait-elle pu, même dans l'état le plus avancé de la raison publique, ne point passer pour absolue et définitive, aux yeux

du vulgaire ? Enfin, ce qu'il faut surtout considérer, c'est que, sans un tel attribut, la métaphysique révolutionnaire eût été nécessairement impuissante à remplir convenablement son office essentiel contre l'ancien système politique. Car, la véritable nature du système nouveau étant profondément inconnue, si toute puissance directrice n'avait pas été, par une sorte de dogme formel, radicalement déniée au gouvernement, elle eût été, en réalité, inévitablement conservée ou rendue aux pouvoirs mêmes qu'il s'agissait de détruire, puisqu'ils prétendaient seuls à une semblable attribution, sans qu'on pût encore concevoir aucune meilleure manière de l'exercer.

En considérant maintenant la doctrine critique sous un point de vue plus spécial, il est évident que le droit absolu du libre examen, ou le dogme de la liberté illimitée de conscience, constitue son principe le plus étendu et le plus fondamental, surtout en n'en séparant point ses conséquences les plus immédiates, relatives à la liberté de la presse, de l'enseignement, ou de tout autre mode quelconque d'expression et de communication des opinions humaines. C'est essentiellement par là que toutes les intelligences, quelles que soient leurs vaines intentions spéculatives, ont aujourd'hui réellement adhéré, d'une manière plus ou



moins explicite, à l'esprit général de la doctrine révolutionnaire, dont elles font ainsi, les unes sciemment, les autres en contradiction avec leurs propres théories, un usage spontané et continu. Le droit individuel d'examen souverain sur toutes les questions sociales devait trop flatter l'orgueilleuse faiblesse de notre intelligence, pour que les conservateurs les plus systématiques de l'ancien régime social pussent eux-mêmes résister à un tel appât, et se résignassent à demeurer seuls humbles et soumis, au milieu d'esprits pleinement livrés à l'irrésistible élan de leur complète émancipation. Aussi, la contagion révolutionnaire est-elle devenue, sous ce rapport fondamental, véritablement universelle, et constitue-t-elle un des principaux caractères des mœurs sociales propres au siècle actuel. Dans la vie journalière, les plus zélés partisans de la politique théologique ne se montrent, d'ordinaire, guère moins disposés maintenant que leurs adversaires à juger exclusivement d'après leurs lumières personnelles, en tranchant, avec non moins de hardiesse et de légèreté, les débats les plus difficiles, et sans témoigner plus de déférence réelle envers leurs vrais supérieurs intellectuels. Ceux même qui, par leurs écrits, se constituent les défenseurs philosophiques du gouvernement spirituel, ne

reconnaissent, au fond, comme les révolutionnaires qu'ils attaquent, d'autre véritable autorité suprême que celle de leur propre raison, dont l'irritable infailibilité est toujours prête à s'insurger contre toute contradiction, dùt-elle émaner des pouvoirs qu'ils préconisent le plus. Je signale de préférence chez le parti rétrograde cette invasion générale de l'esprit critique, qui caractérise la doctrine révolutionnaire proprement dite, afin de faire mieux ressortir l'étendue et la gravité d'une telle situation des intelligences.

Historiquement envisagé, le dogme du droit universel, absolu, et indéfini d'examen, n'est réellement, comme je l'établirai en son lieu, que la consécration, sous la forme vicieusement abstraite commune à toutes les conceptions métaphysiques, de l'état passager de liberté illimitée où l'esprit humain a été spontanément placé, par une suite nécessaire de l'irrévocable décadence de la philosophie théologique, et qui doit naturellement durer jusqu'à l'avènement social de la philosophie positive (1). En formulant cette ab-

(1) Qu'il me soit permis, à ce sujet, de rappeler ici sommairement, comme pouvant encore être utile, la manière dont j'appréciais ce dogme, en 1822, dans l'introduction de mon *Système de politique positive* : « Il n'y a point de liberté de conscience en astronomie, en physique, » en chimie, en physiologie même, en ce sens que chacun trouverait » absurde de ne pas croire de confiance aux principes établis dans ces

sence effective de règles intellectuelles, il a, par une réaction inévitable, puissamment concouru à accélérer et à propager la dissolution finale de l'ancien pouvoir spirituel. Cette formule ne pouvait manquer d'être absolue, puisqu'on ne pouvait alors aucunement soupçonner le terme nécessaire que la marche générale de la raison humaine devait assigner à l'état transitoire qu'elle consacrait, et qui semble encore constituer même aujourd'hui, pour tant d'esprits éclairés, un état définitif. D'une autre part, il est ici très évident que, abstraction faite de l'impossibilité manifeste d'une telle appréciation, ce caractère absolu était strictement indispensable pour que ce dogme pût remplir, avec l'énergie suffisante, sa destination révolutionnaire. Car, s'il eût fallu subordonner le droit d'examen à des restrictions quelconques, l'esprit humain les aurait nécessairement em-

« sciences par les hommes compétens. S'il en est autrement en politique, c'est uniquement parce que, les anciens principes étant tombés, et les nouveaux n'étant point encore formés, il n'y a point, à proprement parler, dans cet intervalle, de principes établis. » Après avoir d'abord, comme je m'y étais attendu, vivement choqué les préjugés révolutionnaires, une telle appréciation a cependant contribué, même alors, à désabuser un assez grand nombre de bons esprits, qui, jusque-là, n'avaient point senti convenablement la nécessité d'une nouvelle doctrine sociale, et regardaient le triomphe complet de la politique négative ou métaphysique comme le terme définitif de la révolution générale des sociétés modernes.

pruntées aux seuls principes qu'il pût réellement concevoir, c'est-à-dire à ceux mêmes de l'ancien système social, dont l'indispensable destruction eût été ainsi directement entravée par l'opération philosophique qui n'avait d'autre objet essentiel que de la faciliter. Mieux on analysera cette phase singulière de notre développement social, plus on sera convaincu, je crois, que sans la conquête et l'usage de cette liberté illimitée de penser, aucune vraie réorganisation ne pouvait être préparée, puisque les principes qui doivent y présider n'auraient pu même être primitivement recherchés si les philosophes n'avaient exercé, dans toute sa plénitude, le droit d'examen; et que, d'ailleurs, si le public ne se fût point aussi attribué la même faculté, la discussion fondamentale qui doit inévitablement précéder et déterminer le triomphe effectif de ces principes serait devenue radicalement impossible. Quand de tels principes auront ainsi été établis, leur irrésistible prépondérance tendra à faire rentrer enfin le droit d'examen dans ses limites vraiment normales et permanentes, qui consistent, en général, à discuter, sous les conditions intellectuelles convenables, la liaison réelle des diverses conséquences avec des règles fondamentales uniformément respectées. Jusque alors, les opinions même qui plus tard



seront effectivement destinées à soumettre les intelligences à une exacte discipline continue, en formulant les bases essentielles du nouvel ordre social, ne peuvent d'abord se manifester qu'au titre universel de simples pensées individuelles, produites en vertu du droit absolu d'examen, puisque leur suprématie légitime ne peut ultérieurement résulter que de l'assentiment volontaire par lequel le public les consacrerait, à l'issue finale de la plus libre discussion. Toute autre manière de procéder à la réorganisation spirituelle, serait nécessairement illusoire, et pourrait être fort dangereuse, si, dans le vain espoir de hâter, par une politique toute matérielle, l'institution d'une telle unité, on prétendait assujétir à d'arbitraires réglemens l'exercice du droit d'examen, avant que le développement spontané de la raison publique eût graduellement établi les principes correspondans; aberration funeste, vers laquelle doit trop souvent entraîner aujourd'hui, chez tous les partis politiques, la médiocrité intellectuelle unie à l'inquiétude du caractère, animées par l'orgueilleuse possession momentanée d'un pouvoir quelconque. La suite de ce volume m'offrira naturellement des occasions répétées d'expliquer de plus en plus l'ensemble de ma pensée sur cet important sujet :

mais je crois l'avoir déjà assez nettement caractérisée pour que les lecteurs les moins attentifs ne puissent être aucunement choqués de mon appréciation générale du dogme révolutionnaire de la liberté illimitée de conscience, sans le triomphe duquel ce traité eût été évidemment impossible.

Quelque salutaire et même indispensable qu'ait été jusqu'ici, et que soit encore, à divers titres essentiels, ce grand principe de la doctrine critique, on ne saurait néanmoins douter, en l'examinant d'un point de vue vraiment philosophique, que non-seulement il ne peut nullement constituer un principe organique, comme on a dû le croire d'abord par l'illusion naturelle d'une longue habitude, mais qu'il tend même directement désormais à opposer de plus en plus un obstacle systématique à toute vraie réorganisation sociale, depuis que son activité destructive n'est plus essentiellement absorbée par la démolition, maintenant presque accomplie, de l'ancien ordre politique. Dans un cas quelconque, soit privé, soit public, l'état d'examen ne saurait être évidemment que provisoire, comme indiquant la situation d'esprit qui précède et prépare une décision finale, vers laquelle tend sans cesse notre intelligence, lors même qu'elle renonce à d'anciens principes pour s'en former de nouveaux.

Prendre l'exception pour la règle, au point d'ériger, en ordre normal et permanent, l'interrègne passager qui accompagne inévitablement de telles transitions, c'est certainement méconnaître les nécessités les plus fondamentales de la raison humaine, qui, par dessus tout, a besoin de points fixes, seuls susceptibles de rallier utilement ses efforts spontanés, et chez laquelle, par suite, le septicisme momentanément produit par le passage plus ou moins difficile d'un dogmatisme à un autre, constitue une sorte de perturbation malade, qui ne saurait se prolonger sans de graves dangers au-delà des limites naturelles de la crise correspondante. Examiner toujours, sans se décider jamais, serait presque taxé de folie, dans la conduite privée. Comment la consécration dogmatique d'une semblable disposition chez tous les individus, pourrait-elle constituer la perfection définitive de l'ordre social, à l'égard d'idées dont la fixité est à la fois beaucoup plus essentielle et bien autrement difficile à établir (1)? N'est-il

(1) « Ni l'individu, ni l'espèce », disais-je, en 1826, dans mes *Considérations sur le pouvoir spirituel*, « ne sont destinés à consumer leur vie dans une activité stérilement raisonneuse, en discuter tant continuellement sur la conduite qu'ils doivent tenir. C'est à l'action qu'est essentiellement appelée la masse des hommes, sans une fraction imperceptible, principalement vouée par nature à la contemplation. »

pas, au contraire, évident qu'une telle tendance est, par sa nature, radicalement anarchique, en ce que, si elle pouvait indéfiniment persister, elle empêcherait toute véritable organisation spirituelle? Chacun se reconnaît sans peine habituellement impropre, à moins d'une préparation spéciale, à former et même à juger les notions astronomiques, physiques, chimiques, etc., destinées à entrer dans la circulation sociale, et personne n'hésite néanmoins à les faire présider, de confiance, à la direction générale des opérations correspondantes; ce qui signifie que, sous ces divers rapports, le gouvernement intellectuel est déjà effectivement ébauché. Les notions les plus importantes et les plus délicates, celles qui, par leur complication supérieure, sont nécessairement accessibles à un moindre nombre d'intelligences, et supposent une préparation plus pénible et plus rare, resteraient-elles donc seules abandonnées à l'arbitraire et variable décision des esprits les moins compétens? Une aussi choquante anomalie ne saurait certainement être conçue comme permanente, sans tendre directement à la dissolution de l'état social, par la divergence toujours croissante des intelligences individuelles, exclusivement livrées désormais à l'impulsion désordonnée de leurs divers stimulans



naturels, dans l'ordre d'idées le plus vague et le plus fécond en aberrations capitales. L'inertie spéculative commune à la plupart des esprits, et peut-être aussi, à un certain degré, la sage retenue du bon sens vulgaire, tendent, sans doute, à restreindre beaucoup ce développement spontané des divagations politiques. Mais, ces faibles influences qui, lorsque l'orgueil individuel n'est point très fortement stimulé, peuvent souvent prévenir le ridicule essor d'une impuissante activité, doivent être, au contraire, habituellement insuffisantes pour déraciner la vaine prétention de chacun à s'ériger toujours en arbitre souverain des diverses théories sociales; prétention que chaque homme sensé blâme d'ordinaire chez les autres, tout en réservant, sous une forme plus ou moins explicite, sa seule compétence personnelle. Or, une telle disposition suffirait évidemment, même abstraction faite de toute aberration active, pour entraver radicalement la réorganisation intellectuelle, en s'opposant à la convergence effective des esprits, qui ne sauraient être finalement ralliés sans la renonciation volontaire de la plupart d'entre eux à leur droit absolu d'examen individuel, sur des sujets aussi supérieurs à leur véritable portée, et dont la nature exige néanmoins, plus impérieusement qu'en aucun

autre cas, une communion réelle et stable. Que sera-ce donc en ayant d'ailleurs égard à l'influence directe des inévitables divagations produites par l'ambition effrénée de tant d'intelligences incapables et mal préparées, dont chacune tranche à son gré, sans aucun contrôle réel, les questions les plus compliquées et les plus obscures, ne pouvant même y soupçonner les principales conditions qu'exigerait naturellement leur élaboration rationnelle? Ces diverses aberrations, qui se combattent mutuellement, tendent, il est vrai, à disparaître par suite même de la libre discussion; mais ce n'est jamais qu'après avoir exercé des ravages plus ou moins étendus, et surtout elles ne s'effacent que pour faire place à de nouvelles extravagances non moins dangereuses, dont la succession naturelle serait inépuisable: en sorte que l'issue finale de tous ces vains débats est toujours l'accroissement uniforme de l'anarchie intellectuelle.

Aucune association quelconque, n'eût-elle qu'une destination spéciale et temporaire, et fût-elle limitée à un très petit nombre d'individus, ne saurait réellement subsister sans un certain degré de confiance réciproque, à la fois intellectuelle et morale, entre ses divers membres, dont chacun éprouve le besoin continu d'une foule de no-

tions à la formation desquelles il doit rester étranger, et qu'il ne peut admettre que sur la foi d'autrui. Par quelle monstrueuse exception, cette condition élémentaire de toute société, si clairement vérifiée dans les cas les plus simples, pourrait-elle être écartée envers l'association totale de l'espèce humaine, c'est-à-dire là même où le point de vue individuel est le plus profondément séparé du point de vue collectif, et où chaque membre doit être ordinairement le moins apte, soit par nature, ou par position, à entreprendre une juste appréciation des maximes générales indispensables à la bonne direction de son activité personnelle? Quelque développement intellectuel qu'on puisse jamais supposer dans la masse des hommes, il est donc évident que l'ordre social demeurera toujours nécessairement incompatible avec la liberté permanente laissée à chacun, sans le préalable accomplissement d'aucune condition rationnelle, de remettre chaque jour en discussion indéfinie les bases mêmes de la société. La tolérance systématique ne peut exister, et n'a réellement jamais existé, qu'à l'égard des opinions regardées comme indifférentes ou comme douteuses, ainsi que le prouve la pratique même de la politique révolutionnaire, malgré sa proclamation absolue de la liberté de conscience. Chez les peu-

ples où cette politique s'est sérieusement arrêtée à la halte du protestantisme, les innombrables sectes religieuses dans lesquelles s'y est décomposé le chistianisme sont, chacune à part, trop impuissantes pour prétendre à une vraie domination spirituelle; mais, sur les divers points de doctrine ou de discipline qui leur sont restés communs, leur intolérance n'est certes pas moins tyrannique, surtout aux États-Unis, que celle tant reprochée au catholicisme. Lorsque, par une illusion d'abord inévitable, mais dont l'entier renouvellement est désormais impossible, la doctrine critique a été, au commencement de la révolution française, unanimement conçue comme organique, on sait avec quelle terrible énergie les directeurs naturels de ce grand mouvement ont tenté d'obtenir l'assentiment général, volontaire ou forcé, aux dogmes essentiels de la philosophie révolutionnaire, alors regardée comme la seule base possible de l'ordre social, et, par cela même, au-dessus de toute discussion radicale. J'aurai, dans la suite de ce volume, de fréquentes occasions de revenir sur un tel sujet, de manière à définir nettement les limites normales du droit d'examen, soit en ce qu'elles ont de commun à tous les états possibles de la société humaine, soit surtout en ce qui concerne les conditions spéciales d'exis-



tence de l'ordre social propre à la civilisation moderne. Qu'il me suffise ici, pour résumer sommairement l'analyse précédente, de rappeler que, depuis long-temps, le bon sens politique a hautement formulé ce premier besoin de toute organisation réelle, par cet admirable axiome de l'Église catholique : *In necessariis unitas, in dubiis libertas, in omnibus charitas*. Toutefois, cette belle maxime se borne évidemment à poser le problème, en signalant le but général vers lequel chaque société doit tendre à sa manière; mais sans pouvoir, en elle-même, suggérer jamais aucune idée de la vraie solution, c'est-à-dire, des principes susceptibles de constituer enfin cette indispensable unité, qui serait nécessairement illusoire, si elle ne résultait point d'abord d'une libre discussion fondamentale.

Il serait certainement superflu d'analyser ici avec autant de soin tous les autres dogmes essentiels de la métaphysique révolutionnaire, que le lecteur attentif soumettra maintenant sans peine, par un procédé semblable, à une appréciation analogue, de manière à constater clairement dans tous les cas, comme je viens de le faire à l'égard du principe le plus important : la consécration absolue d'un aspect transitoire de la société moderne, suivant une formule, éminemment salu-

taire, et même strictement indispensable, quand on l'applique, conformément à sa destination historique, à la seule démolition de l'ancien système politique, mais qui, transportée mal à propos à la conception du nouvel ordre social, tend à l'entraver radicalement, en conduisant à la négation indéfinie de tout vrai gouvernement. Cela est surtout sensible pour le dogme de l'égalité, le plus essentiel et le plus actif après celui que je viens d'examiner, et qui d'ailleurs est en relation nécessaire avec le principe de la liberté illimitée de conscience, d'où devait évidemment résulter la proclamation, immédiate quoique indirecte, de l'égalité la plus fondamentale, celle des intelligences. Appliqué à l'ancien système, ce dogme a jusqu'ici heureusement secondé le développement naturel de la civilisation moderne, en présidant à la dissolution finale de la vieille classification sociale. Sans cet indispensable préambule, les forces destinées à devenir ensuite les éléments d'une nouvelle organisation n'auraient pu prendre tout l'essor convenable, et surtout ne pouvaient acquérir le caractère directement politique qui avait dû leur manquer jusque alors. L'absolu n'était pas ici moins *nécessaire*, dans la double acception de ce terme, que dans le cas précédent, puisque, si tout classement social n'a-

vait pas été d'abord systématiquement dénié, les anciennes corporations dirigeantes eussent conservé spontanément leur prépondérance, par l'impossibilité où l'on devait être de concevoir autrement la classification politique, dont nous n'avons, même aujourd'hui, aucune idée suffisamment nette, vraiment appropriée au nouvel état de la civilisation. C'est donc seulement au nom de l'entière égalité politique qu'il a été possible jusqu'ici de lutter avec succès contre les anciennes inégalités, qui, après avoir long-temps secondé le développement des sociétés modernes, avaient fini, dans leur inévitable décadence, par devenir réellement oppressives. Mais une telle opposition constitue naturellement la seule destination progressive de ce dogme énergique, qui tend, à son tour, à empêcher toute véritable réorganisation, lorsque, prolongée outre mesure, son activité destructive, faute d'aliment convenable, se dirige aveuglément contre les bases mêmes d'un nouveau classement social. Car, quel qu'en puisse être le principe, ce classement sera certainement inconciliable avec cette prétendue égalité, qui, pour tous les bons esprits, ne saurait vraiment signifier aujourd'hui que le triomphe nécessaire des inégalités développées par la civilisation moderne sur celles dont l'enfance de la société avait dû jusque alors maintenir la pré-

pondérance. Sans doute, chaque individu, quelle que soit son infériorité, a toujours le droit naturel, à moins d'une conduite anti-sociale très caractérisée, d'attendre de tous les autres le scrupuleux accomplissement continu des égards généraux inhérens à la dignité d'homme, et dont l'ensemble, encore fort imparfaitement apprécié, constituera de jour en jour le principe le plus usuel de la morale universelle. Mais, malgré cette grande obligation morale, qui n'a jamais été directement niée depuis l'abolition de l'esclavage, il est évident que les hommes ne sont ni égaux entre eux, ni même équivalens, et ne sauraient, par suite, posséder, dans l'association, des droits identiques, sauf, bien entendu, le droit fondamental, nécessairement commun à tous, du libre développement normal de l'activité personnelle, une fois convenablement dirigée. Pour quiconque a judicieusement étudié la véritable nature humaine, les inégalités intellectuelles et morales sont certainement bien plus prononcées, entre les divers organismes, que les simples inégalités physiques, qui préoccupent tant le vulgaire des observateurs. Or, le progrès continu de la civilisation, loin de nous rapprocher d'une égalité chimérique, tend, au contraire, par sa nature, à développer extrêmement ces diffé-



rences fondamentales, en même temps qu'il atténue beaucoup l'importance des distinctions matérielles, qui d'abord les tenaient comprimées. Ce dogme absolu de l'égalité prend donc un caractère essentiellement anarchique, et s'élève directement contre le véritable esprit de son institution primitive, aussitôt que, cessant d'y voir un simple dissolvant transitoire de l'ancien système politique, on le conçoit aussi comme indéfiniment applicable au système nouveau.

La même appréciation philosophique ne présente pas plus de difficultés envers le dogme de la souveraineté du peuple, seconde conséquence générale, non moins nécessaire, du principe fondamental de la liberté illimitée de conscience, ainsi finalement transporté de l'ordre intellectuel à l'ordre politique. Non-seulement cette nouvelle phase de la métaphysique révolutionnaire était inévitable comme proclamation directe de l'irrévocable décadence du régime ancien : mais elle était indispensable aussi pour préparer l'avènement ultérieur d'une nouvelle constitution. Tant que la nature de cet ordre final n'était point assez connue, les peuples modernes ne pouvaient comporter que des institutions purement provisoires, qu'ils devaient s'attribuer le droit absolu de changer à volonté, sans quoi, toutes les restric-

tions ne dérivant dès-lors que de l'ancien système, sa suprématie se serait trouvée, par cela seul, maintenue, et la grande révolution sociale eût nécessairement avorté. La consécration dogmatique de la souveraineté populaire a donc seule pu permettre la libre succession préalable des divers essais politiques qui, lorsque la rénovation intellectuelle sera suffisamment avancée, aboutiront enfin à l'installation d'un véritable système de gouvernement, susceptible de fixer régulièrement, à l'abri de tout arbitraire, les conditions permanentes et l'étendue normale des diverses souverainetés. Suivant tout autre procédé, cette réorganisation politique exigerait directement l'utopique participation désintéressée des pouvoirs mêmes qu'elle doit à jamais éteindre. Mais en appréciant, comme il convient, l'indispensable office transitoire de ce dogme révolutionnaire, aucun vrai philosophe ne saurait méconnaître aujourd'hui la fatale tendance anarchique d'une telle conception métaphysique, lorsque, dans son application absolue, elle s'oppose à toute institution régulière, en condamnant indéfiniment tous les supérieurs à une arbitraire dépendance envers la multitude de leurs inférieurs, par une sorte de transport aux peuples du droit divin tant reproché aux rois.

Enfin, l'esprit général de la métaphysique révolutionnaire se manifeste d'une manière essentiellement analogue lorsqu'on envisage aussi la doctrine critique dans les relations internationales. Sous ce dernier aspect, la négation systématique de toute véritable organisation n'est certes pas moins absolue, ni moins évidente. La nécessité de l'ordre étant, en ce cas, bien plus équivoque et plus cachée, on peut même remarquer que l'absence de tout pouvoir régulateur a été ici plus naïvement proclamée qu'à aucun autre égard. Par l'annulation politique de l'ancien pouvoir spirituel, le principe fondamental de la liberté illimitée de conscience a dû aussitôt déterminer la dissolution spontanée de l'ordre européen, dont le maintien constituait directement l'attribution la plus naturelle de l'autorité papale. Les notions métaphysiques d'indépendance et d'isolement national, et, par suite, de non-intervention mutuelle, qui ne furent d'abord que la formulation abstraite de cette situation transitoire, ont dû, plus évidemment encore que pour la politique intérieure, présenter le caractère absolu sans lequel elles auraient alors nécessairement manqué leur but principal, et le manqueraient même essentiellement encore aujourd'hui, jusqu'à ce que la suffisante manifestation du

nouvel ordre social vienne dévoiler suivant quelle loi les diverses nations doivent être finalement réassociées. Jusque alors, toute tentative de coordination européenne étant inévitablement dirigée par l'ancien système, elle tendrait réellement à ce monstrueux résultat, de subordonner la politique des peuples les plus civilisés à celle des nations les moins avancées, et qui, à ce titre, ayant conservé ce système dans un état de moindre décomposition, se trouveraient ainsi naturellement placées à la tête d'une semblable association. On ne saurait donc trop apprécier l'admirable énergie avec laquelle la nation française a conquis enfin, par tant d'héroïques dévouemens, le droit indispensable de transformer à son gré sa politique intérieure, sans s'assujétir à la moindre dépendance du dehors. Cet isolement systématique constituait évidemment une condition préliminaire de la régénération politique, puisque, dans toute autre hypothèse, les différens peuples, malgré leur inégal progrès, auraient dû être simultanément réorganisés, ce qui serait certainement chimérique, quoique la crise soit, au fond, partout homogène. Mais il ne reste pas moins incontestable, sous ce rapport, comme sous les précédens, que la métaphysique révolutionnaire, en consacrant à jamais cet esprit absolu



de nationalité exclusive, tend directement à travers aujourd'hui le développement de la réorganisation sociale, ainsi privée de l'un de ses principaux caractères. En ce sens, une telle conception, si elle pouvait indéfiniment prévaloir, aboutirait à faire rétrograder la politique moderne au-dessous de celle du moyen âge, à l'époque même où, en vertu d'une similitude chaque jour plus intime et plus complète, les divers peuples civilisés sont nécessairement appelés à constituer finalement une association à la fois plus étendue et plus régulière que celle qui fut jadis imparfaitement ébauchée par le système catholique et féodal. Ainsi, à cet égard, autant qu'à tous les autres, la politique métaphysique, après son indispensable influence pour préparer l'évolution définitive des sociétés modernes, constituerait désormais, par une application aveugle et démesurée, un obstacle direct à l'accomplissement réel de ce grand mouvement, en le représentant comme indéfiniment borné à une phase purement transitoire, déjà suffisamment parcourue.

Pour compléter ici l'appréciation préliminaire de la doctrine révolutionnaire, il ne me reste plus qu'à lui appliquer sommairement le critérium logique qui déjà nous a fait juger, en elle-même, la

doctrine rétrograde ou théologique, c'est-à-dire à constater son inconséquence radicale.

Quoique cette inconséquence soit aujourd'hui encore plus intime et plus manifeste que dans le premier cas, elle doit néanmoins être envisagée comme étant, de toute nécessité, moins décisive contre la métaphysique révolutionnaire, non-seulement en ce qu'une récente formation l'y rend naturellement plus excusable, mais surtout parce qu'un tel vice n'empêche point essentiellement cette doctrine de remplir, avec une suffisante énergie, son office purement critique, qui n'exige point, à beaucoup près, cette exacte homogénéité de principes, indispensable à toute destination vraiment organique. Malgré de profonds dissentimens, les divers adversaires de l'ancien système politique ont pu, pendant le cours de l'opération révolutionnaire, se rallier aisément contre lui, autant que l'exigeait successivement chaque démolition partielle : il leur a suffi de concentrer la discussion sur les seuls points qui devaient alors leur être communs à tous, en ajournant après le succès les contestations relatives aux développemens ultérieurs de la doctrine critique; décomposition qui serait impossible à l'égard d'une opération organique, dont chaque partie doit toujours être considérée d'après sa re-

lation fondamentale avec l'ensemble. Néanmoins, ce même mode d'appréciation logique, qui c-dessus a si clairement caractérisé l'unité fondamentale de la politique théologique, peut aussi, judicieusement employé, manifester non moins sensiblement l'insuffisance et la stérilité actuelles de la politique métaphysique. Car, si, par leur destination révolutionnaire, les diverses parties de cette dernière peuvent être dispensées d'une parfaite cohérence mutuelle, du moins faut-il évidemment que l'ensemble de la doctrine ne devienne jamais directement contraire au progrès même qu'il devait préparer, et ne tende point non plus à maintenir les bases essentielles du système politique qu'il se proposait de détruire; puisque, sous l'un ou l'autre aspect, l'inconséquence, dès-lors poussée jusqu'au renversement de l'opération primitive, constaterait irrécusablement l'inaptitude finale d'une doctrine, ainsi graduellement conduite, par le cours naturel de ses applications sociales, à prendre un caractère directement hostile à l'esprit même de son institution. Or, il est aisé de montrer que tel est, en effet, à ce double titre, le véritable état présent de la métaphysique révolutionnaire.

Considérons-la d'abord parvenue à sa plus

haute élévation possible, lorsque, pendant la phase la plus prononcée de la révolution française, et après avoir reçu tout son développement systématique, elle obtint momentanément une entière prépondérance politique, en étant conçue, par une illusion nécessaire, comme devant présider à la réorganisation sociale. Dans cette époque, courte mais décisive, la doctrine révolutionnaire manifesta, avec toute son énergie caractéristique, une homogénéité et une consistance éminemment remarquables, qu'elle a depuis irrévocablement perdues. Or, c'est précisément alors que, n'ayant plus à lutter intellectuellement contre l'ancien système, elle développe aussi, de la manière la moins équivoque, son esprit radicalement hostile à toute vraie réorganisation sociale, et finit même par se constituer violemment en opposition directe avec le mouvement fondamental de la civilisation moderne, au point de devenir, sous ce rapport, hautement rétrograde. Les causes essentielles de cette inévitable contradiction finale ayant été suffisamment analysées ci-dessus, il suffira maintenant de rappeler, en peu de mots, les principaux témoignages effectifs de cette tendance nécessaire de la métaphysique révolutionnaire à entraver directement le progrès naturel de ce même nouveau système social dont



elle était primitivement destinée à préparer l'avènement politique.

Une telle opposition s'était déjà ouvertement manifestée dès l'époque même de l'élaboration philosophique de cette doctrine, qu'on peut voir partout uniformément dominée par l'étrange notion métaphysique d'un prétendu état de nature, type primordial et invariable de tout état social. Cette notion, radicalement contraire à toute véritable idée de progrès, n'est nullement particulière au puissant sophiste qui a le plus participé, dans le siècle dernier, à la coordination définitive de la métaphysique révolutionnaire. Elle appartient également à tous les philosophes qui, à diverses époques et dans différents pays, ont spontanément concouru, sans aucun concert, à ce dernier essor de l'esprit métaphysique. Rousseau n'a fait réellement, par sa pressante dialectique, que développer jusqu'au bout la doctrine commune de tous les métaphysiciens modernes, en représentant, sous les divers aspects fondamentaux, l'état de civilisation comme une dégénération inévitablement croissante de ce premier type idéal. On voit même, d'après l'analyse historique, ainsi que je le montrerai plus tard, qu'un tel dogme constitue réellement la simple transformation métaphysique du fameux dogme théologique

de la dégradation nécessaire de l'espèce humaine par le péché originel. Quoi qu'il en soit, faut-il s'étonner que, partant d'un semblable principe, l'école révolutionnaire ait été conduite à concevoir toute réformation politique comme essentiellement destinée à rétablir le plus complètement possible cet inqualifiable état primitif? Or, n'est-ce point là, en réalité, organiser systématiquement une rétrogradation universelle, quoique dans des intentions éminemment progressives?

Les applications effectives ont été parfaitement conformes à cette constitution philosophique de la doctrine révolutionnaire. Aussitôt qu'il a fallu procéder au remplacement intégral du régime féodal et catholique, l'esprit humain, au lieu de considérer l'ensemble de l'avenir social, s'est surtout dirigé d'après les souvenirs imparfaits d'un passé très reculé, en s'efforçant de substituer à ce système caduc un système encore plus ancien, et, à ce titre, plus décrépît, mais aussi, par cela même, plus rapproché du type primordial. En haine d'un catholicisme trop arriéré, on a tenté d'instituer une sorte de polythéisme métaphysique, en même temps que, par une autre rétrogradation non moins caractérisée, on tendait à remplacer l'ordre politique du moyen âge par le

régime, si radicalement inférieur, des Grecs et des Romains. Les élémens mêmes de la civilisation moderne, les seuls germes possibles d'un nouveau système social, ont aussi été finalement menacés par la prépondérance politique de la métaphysique révolutionnaire. De sauvages mais énergiques déclamations ont alors directement condamné l'essor industriel et artistique des sociétés modernes, au nom de la vertu et de la simplicité primitives. Enfin, l'esprit scientifique lui-même, principe unique d'une véritable organisation intellectuelle, n'a pas été, malgré ses imminens services, entièrement à l'abri de cette explosion anarchique et rétrograde, comme tendant à instituer, suivant la formule alors usitée, une aristocratie des lumières, aussi incompatible qu'aucune autre avec le rétablissement de l'égalité originelle (1). Vainement l'école métaphysique a-t-elle ensuite présenté de semblables conséquences comme des résultats excentriques, et en quelque sorte fortuits, de la politique révolutionnaire. La filiation est, au contraire, pleinement normale et nécessaire, et ne saurait manquer de

(1) Parmi tant de déplorables témoignages d'une telle aberration fondamentale, aucun ne m'a jamais semblé plus tristement décisif que l'exécration condamnatoire du grand Lavoisier, qui suffira, dans la postérité la plus reculée, pour caractériser cette phase fatale de notre état révolutionnaire.

se réaliser de nouveau, si, par un concours d'événemens désormais impossible, cette politique recouvrait jamais une pareille prépondérance. Cette tendance contradictoire, et néanmoins irrésistible, à la rétrogradation sociale, en vue d'un plus parfait retour à l'état primitif, est tellement propre à la politique métaphysique, que, de nos jours, les nouvelles sectes éphémères de métaphysiciens, qui ont le plus orgueilleusement blâmé l'imitation révolutionnaire des types grecs et romains, n'ont pu éviter de reproduire involontairement, à un degré beaucoup plus prononcé, le même vice fondamental, en s'efforçant de reconstituer, d'une manière encore plus systématique, la confusion générale entre le pouvoir temporel et le pouvoir spirituel, et en préconisant, comme le dernier terme de la perfection sociale, une sorte de rétablissement de la théocratie égyptienne ou hébraïque, fondé sur un véritable fétichisme, vainement dissimulé sous le nom de panthéisme.

Depuis que les aberrations fondamentales déterminées par le triomphe momentané de la métaphysique révolutionnaire ont commencé à la discréditer essentiellement, son inconséquence caractéristique s'est surtout manifestée sous une autre forme non moins décisive, en ce que la



doctrine critique a été inévitablement conduite à proclamer elle-même l'invariable conservation des bases générales de l'ancien système politique, dont elle avait à jamais détruit les principales conditions d'existence. On a pu, dès l'origine, apercevoir une semblable tendance, puisque la politique métaphysique n'est, au fond, qu'une simple émanation de la politique théologique, qu'elle devait d'abord seulement modifier. Chacun des divers réformateurs qui se sont succédé dans les trois derniers siècles, en poussant plus loin que ses prédécesseurs le développement de l'esprit critique, avait néanmoins toujours vainement prétendu, comme on sait, lui prescrire d'immuables bornes, en réalité incessamment reculées, empruntées aux principes mêmes de l'ancien système, dont aucun d'eux n'avait, à vrai dire, sciemment poursuivi la destruction totale, avec quelque énergie qu'il y participât en effet. Il est même évident que l'ensemble des droits absolus qui constituent la base usuelle de la doctrine révolutionnaire, se trouve garanti, en dernier ressort, par une sorte de consécration religieuse, réelle quoique vague, sans laquelle ces dogmes métaphysiques seraient nécessairement livrés à une discussion continue, qui compromettrait beaucoup leur efficacité. C'est toujours

en invoquant, sous une forme de plus en plus générale, les principes fondamentaux de l'ancien système politique qu'on a effectivement procédé à la démolition successive des institutions, soit spirituelles, soit temporelles, destinées à en réaliser l'application : et nous reconnâtrons en effet, sous le point de vue historique, que ce régime a été essentiellement décomposé par l'inévitable conflit de ses principaux éléments.

De cette marche nécessaire, a dû graduellement résulter, dans l'ordre intellectuel, un christianisme de plus en plus amoindri ou simplifié, et réduit enfin à ce théisme vague et impuissant que, par un monstrueux rapprochement de termes, les métaphysiciens ont qualifié de *religion naturelle*, comme si toute religion n'était point nécessairement surnaturelle. En prétendant diriger la réorganisation sociale d'après cette étrange et vaine conception, l'école métaphysique, malgré sa destination purement révolutionnaire, a donc toujours implicitement adhéré, et souvent même, aujourd'hui surtout, sous une forme très explicite, au principe le plus fondamental de l'ancienne doctrine politique, qui représente l'ordre social comme reposant, de toute nécessité, sur une base théologique. Telle est maintenant la plus évidente et la plus pernicieuse